

suis fermement convaincu que si son plaidoyer a porté, il était assez vague. D'autre part, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a prononcé à la Chambre ce soir un discours sincère et brutal. Après avoir écouté son prédécesseur durant des années, monsieur l'Orateur, cela faisait du bien de l'entendre exprimer clairement sa préoccupation au sujet de la question à l'étude.

Le 17 mars, monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition (M. Stanfield) posait la question suivante au premier ministre:

J'aimerais cependant lui demander si son gouvernement a étudié la décision du président des États-Unis qui veut construire un système de défense antimissile et s'il a songé aux conséquences possibles pour le Canada de cette décision du président?

Le premier ministre a répondu que la question était à l'étude et qu'il ne pouvait prendre de décision définitive à ce sujet. Le chef de l'opposition a alors posé une autre question. Il a demandé:

Le premier ministre est-il libre de dire à la Chambre si le gouvernement des États-Unis a consulté le Canada à ce sujet et si celui-ci a fait des instances auprès de Washington?

Le chef de l'opposition s'inquiétait de savoir si des délibérations ou des discussions avaient eu lieu réellement à ce sujet. Un membre du cabinet nous a dit cet après-midi que ces discussions n'avaient pas eu lieu. Mais le ministre de la Défense nationale (M. Cadieux) nous a déclaré au début de la soirée que cette question avait été à l'étude pendant environ dix ans. Personne n'a prétendu que les systèmes ABM sont des armes d'agression. Ce ne sont que des armes de défense. J'espère que le premier ministre adoptera une attitude positive lundi et mardi prochains. Je lui souhaite beaucoup de succès dans ses entretiens à Washington.

J'ai été fort intéressé, monsieur l'Orateur, par les propos de certains députés du Nouveau parti démocratique au début de la soirée. Il me semble qu'on comprend fort mal dans ce parti la question à l'étude. Je ne pense pas qu'ils aient compris eux-mêmes le but que visait leur motion de cet après-midi. La question est de savoir si nous voulons des armes défensives, à l'exclusion d'armes offensives. Nous ne proposons pas de nous procurer des armes offensives de quelque sorte que ce soit. Nous voulons savoir si nous sommes disposés à permettre aux États-Unis de se servir de notre espace terrestre et aérien pour installer un système ABM de défense.

J'ai écouté avec intérêt le jeune député de Yorkton-Melville (M. Nystrom). Il a décrit sa

génération comme une génération née après la crise économique de 1935, voire après la dernière guerre. Il a dit que c'était une foule d'hommes sans énergie, incapables ou peu soucieux de prendre soin d'eux-mêmes. Je n'en crois rien, monsieur l'Orateur, car j'ai quatre jeunes fils qui, j'en suis sûr, seraient prêts à défendre leur pays.

**M. Gilbert:** Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je suis persuadé que le député de Yorkton-Melville n'a pas prononcé ces paroles. L'honorable député a dû mal comprendre et n'hésitera pas, j'en suis sûr, à les retirer.

**M. Skoreyko:** Je ne vois pas la question de privilège, monsieur l'Orateur. L'idée était sous-entendue dans ses remarques. Il ne pouvait pas accepter la décision du gouvernement de prendre des mesures pour protéger le pays. Après tout, quels «rouges» devait-on craindre? Le député de Yorkton-Melville semble adopter l'attitude qui règne dans le quartier de Yorkville à Toronto, qui est le simple désarmement: si l'ennemi devait attaquer, on n'aurait qu'à tendre l'autre joue. Le député veut qu'on se retire. «Retirons-nous de l'OTAN, déclare-t-il, et de NORAD. Oublions nos forces de défense. Si nous sommes dépourvus d'armement militaire, on nous laissera en paix.» Quel raisonnement est-ce donc là? Le député est dans l'enseignement, je crois. S'il se rappelle son histoire, il saura qu'il y a beau temps que les pays insuffisamment armés n'existent plus.

Le chef de ce parti a fait son discours à sa manière habituelle. Il a sauté d'une politique à l'autre, d'une circonscription à l'autre, et un jour, je l'espère, d'un pays à l'autre. Je suis d'accord sur le principe de pourparlers de non-prolifération et sur l'initiative des pourparlers de désarmement. Qui, en cette enceinte, oserait suggérer de désarmer avant d'entamer des négociations pour la paix mondiale? C'est comme si l'on entrait dans une fosse aux ours sans fusil.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a déclaré ce soir que les installations ABM pourraient peut-être contribuer à un certain équilibre nucléaire mondial. Je suis d'accord sur ce principe. Peu de temps après les dernières élections, le premier ministre, parlant sur le réseau national de télévision, a dit aux Canadiens que la participation canadienne à l'OTAN et au NORAD ferait l'objet d'une révision. Un comité de la Chambre est actuellement en Europe, où il visite les installations. J'espère qu'il visitera en même temps le NORAD. Nous pouvons